



*Note mensuelle d'informations rapides*  
*Octobre 2018*

## I. SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

### **La croissance mondiale se stabilise tandis que des risques économiques se matérialisent...**

Selon l'édition d'octobre 2018 du FMI, l'expansion régulière qui est en cours depuis la mi-2016 se poursuit : la croissance mondiale devrait rester à son niveau de 2017 en 2018 et en 2019. Cependant, l'expansion est devenue moins équilibrée et pourrait avoir culminé dans certains grands pays. Les risques de révision à la baisse de la croissance mondiale ont augmenté au cours des six derniers mois, et les chances de révision à la hausse ont diminué. La croissance mondiale devrait s'établir à 3,7 % en 2018–19, soit 0,2 point de pourcentage de moins que prévu en avril pour les deux années.

Aux États-Unis, l'expansion reste vigoureuse, car la relance budgétaire continue de s'amplifier, mais la prévision pour 2019 a été révisée à la baisse en raison des mesures commerciales qui ont été annoncées récemment, notamment les droits de douane appliqués à 200 milliards de dollars d'importations américaines en provenance de la Chine. Les projections de croissance ont été révisées à la baisse pour la zone euro et le Royaume-Uni, l'activité ayant été moins dynamique que prévu au début de 2018.

Parmi les pays émergents et les pays en développement, les perspectives de croissance de bon nombre de pays exportateurs d'énergie ont été rehaussées par la montée des prix du pétrole, mais la croissance a été révisée à la baisse pour l'Argentine, le Brésil, l'Iran et la Turquie, entre autres, en raison de facteurs propres à ces pays, du durcissement des conditions financières, de tensions géopolitiques et de la hausse des factures d'importations de

pétrole. La Chine et un certain nombre de pays asiatiques devraient aussi enregistrer une croissance un peu plus faible en 2019 à la suite des mesures commerciales qui ont été annoncées récemment.

Au-delà des deux prochaines années, tandis que les écarts de production se combleront et que les paramètres des politiques monétaires continueront de se normaliser, la croissance dans la plupart des pays avancés devrait ralentir pour s'établir à son taux potentiel, soit bien en deçà des moyennes atteintes avant la crise financière mondiale d'il y a dix ans. Le ralentissement de l'expansion de la population en âge de travailler et les faibles gains de productivité qui sont attendus constituent les raisons principales du fléchissement de la croissance à moyen terme.

Aux États-Unis, la croissance s'affaiblira, car les effets de la relance budgétaire commenceront à s'estomper en 2020, à un moment où le cycle de durcissement monétaire devrait être à son sommet. En Chine, la croissance restera vigoureuse, mais devrait ralentir progressivement, et les perspectives restent médiocres dans quelques pays émergents et pays en développement, surtout pour ce qui est de la croissance par habitant, y compris dans des pays exportateurs de produits de base qui continuent d'être confrontés à des besoins considérables d'assainissement budgétaire ou sont plongés dans des guerres et des conflits.

Le solde des aléas influant sur la croissance mondiale est négatif dans un contexte d'incertitude élevée. Plusieurs des risques mis en évidence dans les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2018, par exemple une montée des obstacles au commerce et une inversion des flux de capitaux vers les pays émergents dont les paramètres fondamentaux

sont plus faibles et le risque politique plus élevé, sont devenus plus prononcés ou se sont matérialisés en partie. Si les conditions financières restent accommodantes dans les pays avancés, elles pourraient se durcir rapidement si, par exemple, les tensions commerciales et l'incertitude s'accroissent.

La politique monétaire constitue un autre déclencheur éventuel. L'économie américaine opère au-delà du plein emploi, mais la trajectoire des relèvements des taux d'intérêt que les marchés anticipent est moins pentue que celle prévue par la Réserve fédérale. Une inflation exceptionnellement élevée aux États-Unis pourrait donc pousser les investisseurs à réévaluer abruptement les risques.

Un durcissement des conditions financières dans les pays avancés pourrait provoquer des ajustements de portefeuille perturbateurs, de vives fluctuations des taux de change et de nouvelles réductions des entrées de capitaux dans les pays émergents, en particulier les plus vulnérables d'entre eux. La reprise a contribué à rehausser l'emploi et les revenus, a renforcé les bilans et a permis de reconstituer les amortisseurs.

Cependant, le solde des aléas influant sur les perspectives étant maintenant négatif, il est plus urgent de renforcer les perspectives d'une croissance vigoureuse et inclusive. Pour préserver et amplifier l'expansion mondiale, il demeure essentiel d'éviter les réactions protectionnistes aux changements structurels et de trouver des solutions fondées sur la coopération qui encouragent la croissance constante des échanges de biens et services.

**Au niveau du Nigéria, les prévisions nationales se contrastent avec celles des institutions de Betton-Woods.**

Les autorités nigérianes tablent sur un taux de croissance économique de **3,5 %** en 2018 (contre **2,2%** en 2017), selon les prévisions

officielles de la NBS (NBS, Agence Officielle des Statistiques).

Selon les estimations du FMI, environ la moitié de la reprise attendue entre 2017 et 2018 est attribuable à un rebond de la croissance au **Nigéria**. La croissance du géant africain devrait augmenter de 0,8% en 2017, de 1,9% en 2018 et de 2,3% en 2019, et la bonne nouvelle, c'est que le pays enregistre 0,4 point de pourcentage de plus que les précédentes prévisions. Autant dire que la première puissance économique du continent est en train de confirmer la reprise de son économie, après près de deux ans de récession jusqu'en 2017. Cette dynamique est portée, selon les auteurs du rapport, par *« l'influence positive d'un redressement de la production et des cours du pétrole »*.

## II. MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES

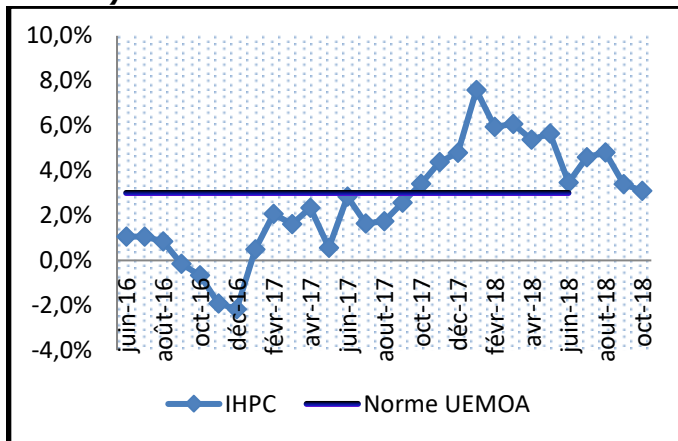
**En octobre 2018**, l'indice des cours des produits de base est ressorti en hausse de **9,07%** par rapport à celle du mois de septembre 2018 qui était de **3,66 %**. En effet :

- **les cours du pétrole brut sur les marchés internationaux (moyenne BRENT)** évoluent en dent de scie depuis janvier 2016 où il a connu une chute vertigineuse. Ainsi, le cours du Brent a atteint la barre de **80,5** dollars le baril (après **78,9** dollars le baril en septembre 2018), soit une hausse de **2,04 %** par rapport au mois de septembre 2018.

Cette hausse résulte de l'entente à remplir collectivement l'intégralité des quotas de production qu'il avait décidés fin 2016 mais qui ne sont pas atteints en pratique, entre les 14 pays de l'OPEP et leurs dix partenaires.

Tout en espérant un rééquilibrage entre l'offre et la demande à court terme entre le groupe des 24 pays, qui assure plus de 50% des exportations mondiales afin de soutenir les prix. En moyenne, en 2017, les cours du baril du Brent ont représenté 54,3 dollars contre 44 dollars en 2016.

**Graphique 1 : Evolution du cours du Brent (en \$ le baril)**

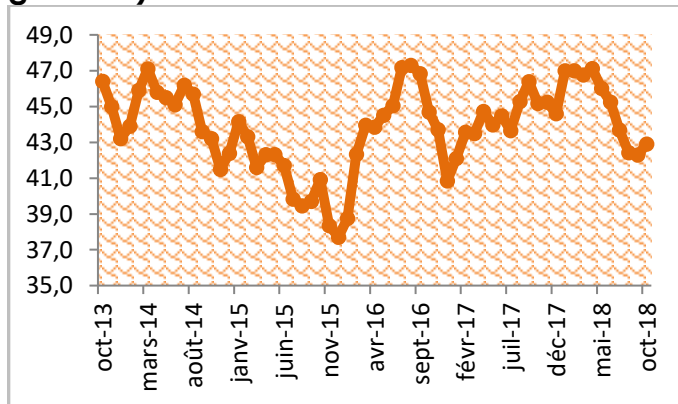


Source : FMI

- **le cours de l'or**, affiche une valeur de **42,9** dollars le gramme en octobre 2018 (contre **42,3** dollars en septembre 2018). Il enregistre ainsi une hausse de **1,42%** au cours de ce mois par rapport au mois passé, correspondant à un repli de **5,01%** en glissement annuel. En effet, depuis mai 2013 jusqu'à une date récente, le cours de l'or n'a pas réussi à franchir la barre de **48** dollars le gramme.

Un certain nombre de facteurs ont pesé sur le prix de l'once à court terme. Au premier rang de ces éléments figure la guerre commerciale qui s'est engagée entre les Etats-Unis et le reste du monde et ses conséquences. La politique de taxation des importations mise en place par Donald Trump a notamment influencé l'évolution des parités monétaires.

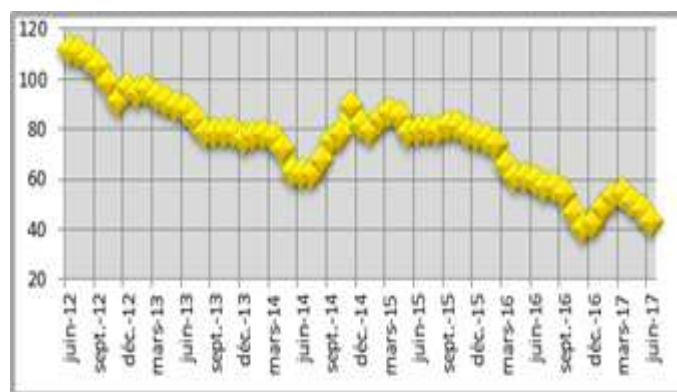
**Graphique 2 : Evolution du cours de l'or (en \$ le gramme)**



Source : FMI

- **le kilogramme d'uranium** s'est échangé en moyenne à **43,4 dollars** et stagne depuis juin 2017. Il enregistre une baisse de **8,7%** par rapport au mois passé, portant sa baisse à **27,5%** en glissement annuel, contre **22,4%** le mois précédent. Le niveau des cours de l'uranium s'écarte de plus en plus de son niveau d'avant crise, à savoir **140** dollars le kg. Les perspectives d'une reprise des cours mondiaux d'uranium demeurent toujours sombres, en raison d'une demande mondiale encore fragile, combinée à la montée en puissance des énergies renouvelables, notamment le solaire qui occupe désormais une place de choix dans les politiques énergétiques de bon nombre de pays.

**Graphique 3 : Evolution du cours de l'uranium (en \$ le kilogramme)**



Source : FMI

### III. LA SITUATION AU PLAN NATIONAL

Le Fonds monétaire international (FMI) est très optimiste dans ses prévisions de croissance pour le Niger en 2019. A l'issue d'une mission à Niamey, l'institution a indiqué que la croissance économique au Niger est en voie d'accélération malgré un environnement extérieur difficile. Elle « devrait passer de 5,2 % en 2018 à 6,5 % en 2019 ». Cette croissance, toujours selon le FMI, sera favorisée par une bonne campagne agricole et la mise en chantier de grands projets d'investissement.

Dans une projection à long terme, le FMI soutient que la croissance s'élèverait à un peu plus de 7 % en moyenne sur les cinq prochaines années, avec en perspective, de nouveaux projets à l'instar de la construction d'un oléoduc pour l'exportation du pétrole brut, et par une plus grande efficacité du secteur agricole appuyée par l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens). Le contenu local et les contributions budgétaires de ces projets en constituent d'après l'institution financière, les principales retombées bénéfiques pour l'économie locale.

Par ailleurs, le FMI juge la situation budgétaire dans l'ensemble, satisfaisante. Il note que le projet de budget 2019 prévoit de dégager un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires tout en progressant vers le respect des critères de déficit budgétaire de l'UEMOA, avec un accent mis sur la mobilisation des recettes et une meilleure qualité et transparence de la dépense. L'augmentation de l'accès aux ressources du FMI servira à protéger les dépenses sociales face aux chocs adverses, souligne l'institution financière.

Sur le plan agricole et des infrastructures, avec le lancement officiel du Programme Compact du Millenium Challenge, à Margou, région de Dosso, le Chef de l'Etat a salué l'excellence de la coopération nigéro-américaine pour un coût de 250 milliards de FCFA. Une telle coopération apportera sans nul doute un soulagement auprès de la population bénéficiaire en particulier et à la population Nigérienne en général, en donnant une opportunité à la femme rurale d'avoir une activité génératrice de revenu, ce qui est un rebond pour l'économie nationale.

Ceci est d'une importance capitale pour le Gouvernement qui est en pleine mise en œuvre de la politique de développement à l'endroit

du monde rural dénommée initiative 3N, les Nigériens Nourrissent les Nigériens. Ce programme intervient dans deux axes majeurs du programme de Renaissance du Niger, à savoir l'axe relatif aux infrastructures et celui relatif à l'Initiative 3N.

En ce qui concerne les infrastructures, le tronçon de route Dosso-Bella et la route Margou-Gaya seront construits. «Ces axes extrêmement importants vont permettre de désenclaver la région de Dosso en particulier et le Niger tout entier, car la route Dosso-Gaya relie le Niger au Port de Cotonou ».

S'agissant de l'électricité, l'accès à l'énergie électrique au Niger reste faible pour une grande partie de la population. Selon des chiffres communiqués par le gouvernement en Conseil des ministres, le pays a enregistré un taux d'accès à l'électricité de 12,22% seulement pour l'année 2017. Ce qui représente l'un des taux les plus bas au monde.

Pourtant, selon le directeur général de la Société nigérienne d'électricité (Nigelec), lors de la commémoration du 50<sup>e</sup> anniversaire de sa société, l'Etat prévoit d'atteindre un taux d'électrification nationale d'au moins 80 % à l'horizon 2035 dans le cadre de la stratégie d'accès à l'électricité du ministère de l'Energie.

Un vœu réalisable si l'on s'en tient au potentiel énergétique dont regorge le pays. Car le Niger est doté d'un sol riche en ressources à l'instar de l'uranium et du charbon minéral, mais aussi d'un grand potentiel en énergie solaire de par son niveau d'ensoleillement et l'hydroélectricité avec le fleuve Niger. Mais, cet objectif selon des membres de la société civile, reste une vraie gageure.

Toutefois, les autorités espèrent qu'avec la mise en place de plusieurs programmes et d'autres structures d'accompagnement dans ce secteur, ce défi peut être relevé.

Sur le plan de l'insécurité, le mois d'octobre 2018 a été caractérisé par des agissements des

hommes armés non encore identifiés venus à moto dans la préfecture de Makalondi dans le département de Torrodi (région de Tillabéry) au sud-ouest à 125 kilomètres de Niamey, et s'en prenant à des édifices publics, comme privés, les écoles, les églises tout en les brûlant et en organisant des prêches aux villageois, une technique appliquée par les Boko Haram, entre autres.

S'agissant de l'immigration, le rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme des réfugiés a entamé en octobre 2018 une visite de sept (7) jours au Niger qui a eu à réduire de 90% le nombre des migrants potentiels entrant par Agadez (Nord), principale porte d'entrée et de sortie des migrants au Niger et ce, entre octobre 2016 et janvier 2018'', a-t-on appris de source gouvernementale à Niamey.

En 2016, 330.000 personnes ont traversé le Niger pour se rendre en Europe, ce chiffre a chuté à 18.000 en 2017 et moins de 10.000 en 2018, selon les statistiques officielles. En 2017, 268 trafiquants ont été déférés devant les tribunaux et 140 véhicules ont été immobilisés, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi anti-migration adoptée en fin 2015, précisent-elles.

M. Filepe Gonzales Morales a entamé lundi par Agadez, principale porte d'entrée et de sortie des migrants sa mission au cours de laquelle il va évaluer les lois et pratiques et les accords migratoires actuels avec leurs impacts sur les femmes et les enfants migrants. Outre des visites et des rencontres de terrain, il s'est entretenu avec des autorités gouvernementales, des institutions publiques, des partenaires au développement. L'expert présentera un rapport détaillé de sa mission en juin 2019 au conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Par ailleurs, les prix à la consommation et les prix des matériaux de construction ont connu une

baisse au cours du mois d'octobre 2018 par rapport à leurs niveaux du mois précédent.

De même, le flux des voyageurs en partance de Niamey a aussi enregistré une baisse au cours du troisième trimestre 2018, après une hausse au trimestre précédent.

Quant à l'indice du coût de la construction à Niamey, il est ressorti en hausse pour la deuxième fois consécutive entre le troisième et le deuxième trimestre 2018 (+1,3%).

### 3.1 L'inflation

Le niveau général des prix à la consommation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est en baisse de 0,7% en octobre 2018 par rapport à son niveau du mois de septembre 2018.

En glissement annuel (octobre 2018 par rapport à octobre 2017), le taux d'inflation est ressorti à +0,8%.

En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à +3,1% en octobre 2018. Il est légèrement au-dessus de la norme maximale communautaire de 3% fixée par la Commission de l'UEMOA dans le cadre du suivi des critères de convergence.

Le niveau des prix des céréales non transformées est ressorti en baisse de 9,1% en octobre 2018 par rapport à la même période de l'année dernière.

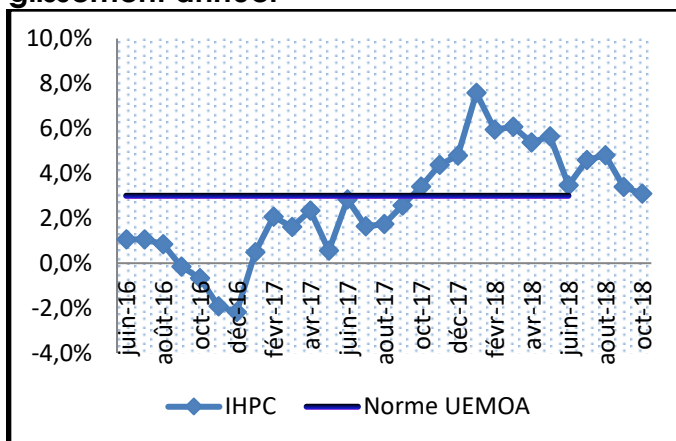
La baisse du niveau général des prix en octobre 2018, par rapport au mois de septembre 2018, est le résultat d'un repli des prix des produits composant les fonctions : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,2%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,2%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (-0,6%), « Santé » (-0,1%), « Communications » (-2,0%) et « Restaurants et hôtels » (-0,1%).

Toutefois, cette baisse du niveau général des prix a été atténuée par la hausse des prix des produits composant les fonctions : « Boissons

alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (+1,4%), « Transports » (+0,4%), « Loisirs et culture » (+0,6%), « Enseignement » (+2,9%) et « Biens et services divers » (+1,0%).

Concernant particulièrement les céréales non transformées, elles ont enregistré une baisse de 6,6% de leur niveau de prix en octobre 2018, par rapport au mois précédent. Cette baisse est liée au repli, à la fois, des prix des sacs de 50 kg de riz (-0,1%), de 100 kg de mil (-14,8%), de maïs (-4,4%) et de sorgho (-3,1%). Ainsi les prix des sacs de ces produits sont passés respectivement de 18.710 FCFA, 22.577 FCFA, 19.238 FCFA et 21.117 FCFA en septembre 2018 à 18.697 FCFA, 19.231 FCFA, 18.393 FCFA et 20.459 FCFA en octobre 2018.

**Graphique 4 : Evolution de l'inflation en glissement annuel**



Source : Institut National de la Statistique (INS)

### 3.2 Evolution de l'indice des prix des matériaux de construction (IPMC)

**Au mois d'octobre 2018**, l'Indice des Prix des Matériaux de Construction (IPMC) est ressorti, pour une deuxième fois en baisse (-1,2%). Il s'est établi en moyenne à 91,7 points contre 92,9 points au mois précédent. Cette situation résulte de la baisse des prix au niveau des fonctions « Agrégats » (-6,8%), « Bois » (-3,4%), « Peinture » (-1,3%), « Liants Hydrauliques » (-1,1%), « Revêtement et Etanchéité » (-0,9%), « Fer à béton » (-0,2%) et « Plomberie sanitaire » (-0,2%). Toutefois, cette baisse du niveau général des prix des matériaux de construction

a été atténuée par la hausse des prix des produits des fonctions suivantes: « Profile » (+1,4%), « Menuiserie » (+0,6%) et « Electricité » (+0,5%). Quant aux fonctions « Tôles » et « Vitrierie », leurs prix sont restés stables.

En évolution sur les trois (3) derniers mois (par rapport à juillet 2018), l'IPMC a enregistré une baisse de 2,9%.

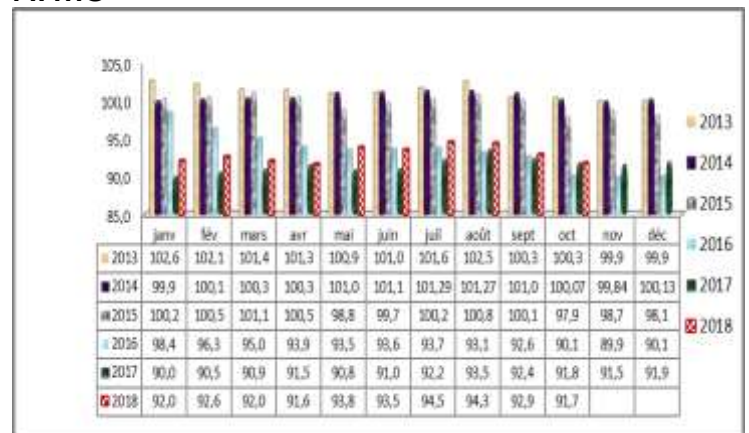
En glissement annuel (par rapport au mois d'octobre 2017), l'indice des prix des matériaux de construction est ressorti stable.

Pour ce qui est des évolutions des prix observées au niveau des fonctions « Agrégats », « Bois » et « Peinture » d'une part, et « Profile », « Menuiserie » et « Electricité » et d'autre part, qui enregistrent les variations les plus importantes, les explications avancées sont les suivantes :

S'agissant des fonctions « Agrégats » (-6,8%), « Bois » (-3,4%) et « Peinture » (-1,8%), la baisse des prix serait liée à un ralentissement des projets de construction dans la zone urbaine de Niamey ayant conduit à une abondance des produits sur le marché après cette période hivernale, période propice à la prolifération des chantiers dans la ville de Niamey.

Les tensions au niveau des fonctions, « Profile » (+1,4%), « Menuiserie » (+0,6%) et « Electricité » (+0,5%) seraient imputables à l'affaiblissement de l'offre desdits produits sur le marché.

**Graphique 5 : l'évolution de l'indice global de l'IPMC**



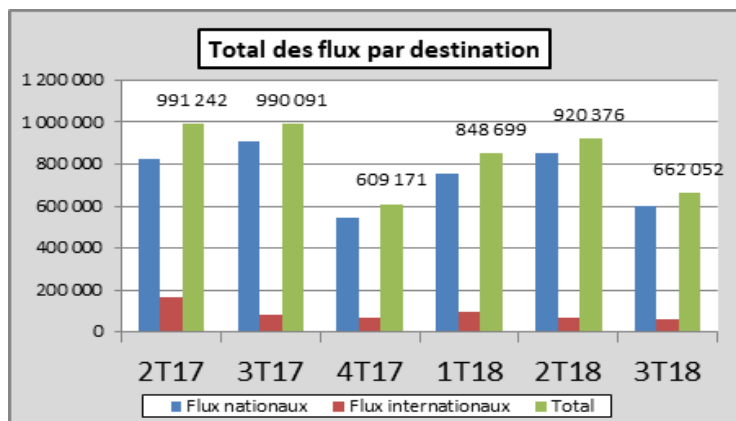
Source : INS

### 3.3 Evolution en volume des voyageurs en partance de Niamey

**Au troisième trimestre 2018**, le nombre de passagers transportés en partance de Niamey s'est établi à six cent soixante-deux mille cinquante-deux (662.052). Il enregistre ainsi une baisse de 258.324 passagers, soit -28,1% par rapport au trimestre précédent où il était de 920.376 passagers. Cette baisse est liée, à la fois, au nombre des passagers sur les destinations nationales qui a diminué de 29,3% et au nombre des passagers sur les destinations internationales qui a baissé de 12,8%.

Ainsi, par rapport au même trimestre de l'année précédente où le nombre de passagers était de 990.091, une baisse du flux de passagers de 33,13% a été observée.

**Graphique 6 : Evolution des flux par destination**



Source : INS

### 3.4 Evolution de l'Indice du Coût de la Construction (ICC) à Niamey

**Au cours du troisième trimestre 2018**, l'Indice du Coût de la Construction (ICC) s'est établi à 99,4 points contre 98,1 points au deuxième trimestre 2018, soit une hausse de 1,3%. Cette hausse de l'ICC, entre le troisième trimestre 2018 et le deuxième trimestre 2018, est exclusivement induite par la hausse des prix au niveau de la composante « main d'œuvre » (+4,7%). Pour cette composante « main d'œuvre », la hausse proviendrait du fait que plusieurs

entrepreneurs en construction peinent à trouver les ressources qualifiées nécessaires pour répondre à une demande de plus en plus croissante, en lien avec la floraison de chantiers de construction dans la ville de Niamey.

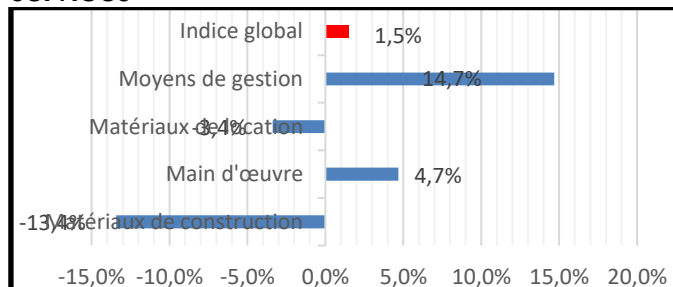
Cependant, les prix des « matériaux de location » et ceux des « matériaux de construction » sont ressortis à la baisse respectivement de 13,4% et 3,4% par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel (3eme trimestre 2018 par rapport au 3eme trimestre 2017), l'indice du coût de la construction est ressorti à la baisse de 1,9%.

Ce repli des prix provient de celui des coûts des matériaux de construction et des matériaux de location, qui sont ressortis moins chers au troisième trimestre 2018 qu'à la même période de 2017 (-13,0% et -11,2% respectivement).

La baisse des prix au niveau des matériaux de location est principalement due à celle des prix de l'échafaud par jour, de la troléenne par jour, des planches en bois louées à l'unité par jour et du coffrage poteau rond loué par jour (-33,0%, -22,5%, -17,8% et -13,7% par rapport au 3eme trimestre de 2017).

**Graphique 7 : Variation au 3<sup>er</sup> trimestre 2018 de l'ICC suivant les groupes de produits et services**



Source : INS

## CONCLUSION

L'expansion de la croissance mondiale est devenue moins équilibrée et pourrait avoir culminé dans certains grands pays. Les risques de révision à la baisse de la croissance mondiale ont augmenté au cours des six derniers mois, et les chances de révision à la hausse ont diminué.

Cependant, elle devrait rester à son niveau de 2017 en 2018-2019, (au lieu de 3,9% prévu en avril par le FMI, après 3,7% en 2017), tirée par la croissance américaine. Ces risques sont dus à l'incertitude des mesures annoncées par les nouvelles autorités américaines dès le début de l'année 2018, notamment les droits de douane appliqués à 200 milliards de dollars d'importations américaines en provenance de la Chine, entre autres.

Au plan national, Le Niger est confronté à d'importants risques macro-économiques du fait des menaces sécuritaires à ses frontières avec le Mali, le Burkina Faso, la Lybie et le Nigéria et de la faiblesse persistante des cours des matières premières.

Même si les risques de surendettement étaient modérés en 2014, le pays doit surveiller la viabilité de sa dette publique extérieure qui a augmenté rapidement entre 2014 et 2016 (de 27 % à 35 % du PIB). Ce ratio devrait grimper à 37 % en 2018, pour redescendre une fois que les projets d'investissement dans les industries extractives seront achevés.

En dépit, de tous ces risques, le FMI est très optimiste quant à la croissance économique du Niger. Ainsi, le FMI table sur un taux de croissance de 6,5 % en 2019 et ce, après 5,2 % en 2018.

En plus, nos marchés sont inondés par des produits provenant des pays voisins à savoir les ciments, les jus, les boissons gazeuses, la volaille entre autres. C'est ainsi, qu'une attention particulière doit être accordée aux produits importés.

Bien que pouvant avoir un impact positif sur le budget des ménages, ils pourraient constituer également un danger pour l'économie nationale, en ce sens qu'ils engendrent un manque à gagner important pour les industries locales.

C'est le cas des industries de brasserie qui souffrent de la concurrence des jus " bon marché " importés du Nigeria. C'est également, celui des cimenteries locales qui éprouvent aujourd'hui des difficultés à faire face à la concurrence du produit en provenance des pays voisins.